

**Direction de la réglementation et usages de
l'espace public**

Arrêté temporaire n° 109-S28

**Arrêté relatif à l'occupation de la rue Grande Biesse, entre la rue Michel Rocher et le quai
Hoche**

Période : du lundi 15 avril 2024 à 9 h 00 au mardi 15 octobre 2024 à 02 h 00

Nature : piétonisation et animation de la rue Grande Biesse

Entreprise : comité de piétonisation de la rue Grande Biesse

Arrêté

La Présidente,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la route et le code de la voirie routière,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération du conseil métropolitain fixant le tarif des redevances d'occupation
du domaine public,

Vu l'arrêté portant délégation de fonction et de signature,

Considérant que la Présidente de Nantes Métropole est l'autorité de police en matière
de circulation et de stationnement sur la commune de Nantes,

Considérant que certaines aires de la commune de Nantes sont dédiées à la
promenade et sont des lieux de convivialité où se tiennent ponctuellement des
animations,

Considérant que certaines aires sont fortement fréquentées par des piétons et
particulièrement par des enfants qui y trouvent les conditions favorables pour y
déambuler,

Considérant qu'il convient d'assurer dans ces aires, la sécurité publique et la
commodité de circulation de tous les usagers et principalement des piétons,

Considérant qu'il convient de préserver dans ces aires, la tranquillité et la santé
publiques en limitant les nuisances sonores,

Considérant que doit être également prise en compte la protection de l'environnement
en réduisant les sources de pollution,

Considérant qu'il y a lieu de maintenir dans ces aires, le libre accès des véhicules de
secours et de lutte contre l'incendie,

Considérant dans ces conditions, qu'il est nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules rue Grande Biesse,

Arrête

Article 1. Localisation et bénéficiaire : afin de permettre l'animation de la rue Grande Biesse, le comité de piétonisation de ladite voie est autorisé à occuper et piétonniser l'espace public dans les conditions prévues au présent arrêté.

Article 2. Mesures de circulation : à cette occasion la rue Grande Biesse, dans sa partie de voie comprise entre le numéro 3 et le quai Hoche, est réservée à la circulation des piétons, des cycles, des véhicules assurant des livraisons, des véhicules des riverains livrant à leur domicile, des véhicules des services de secours et des véhicules de la collecte des déchets ménagers.

- la fermeture à la circulation des véhicules est assurée par une barrière pivotante sous la surveillance de l'organisateur.
- les véhicules autorisés et les cycles devront rouler à l'allure du pas.
- l'organisateur s'engage à maintenir à toute heure l'accessibilité pour les véhicules de secours et de lutte contre l'incendie.
- un double sens de circulation est instauré rue Grande Biesse entre le numéro 3 et la rue Michel Rocher.
- seuls les livreurs de repas à domicile à deux-roues avec un moteur électrique sont autorisés de 6 h 00 à 2 h 00 du matin.

Article 3. Mesures de stationnement : - le stationnement des véhicules est interdit rue Grande Biesse, entre la rue Michel Rocher et le quai Hoche.

- seuls le stationnement et l'arrêt des véhicules de livraisons sont autorisés, uniquement pour une durée de 20 minutes, de 7 h 30 à 11 h 30,
- seuls le stationnement et l'arrêt des véhicules des riverains sont autorisés uniquement pour une durée de 20 minutes, 24 h / 24 h,

Article 4. Durée : les opérations visées ci-dessus, et pour les parties de voie définies au présent arrêté, sont autorisées uniquement dans la période définie en en-tête du présent arrêté.

Le présent arrêté complète l'arrêté de voie permanent 1091183, pour la période indiquée plus haut.

Le présent arrêté devra être affiché à l'entrée de la voie.

Article 5. Etat des lieux : en début d'occupation, les trottoirs, chaussées et autres espaces publics qui seront utilisés par le bénéficiaire sont réputés être en parfait état.

Article 6. Propreté et remise en état : en cas de dégradations de cet espace (chaussées, trottoirs, bordures, panneaux, mobiliers urbains, marquages au sol, végétation...) constatées par les services de Nantes Métropole, au cours ou à l'issue de l'autorisation, la remise en état aux frais du bénéficiaire sera effectuée, après notification par lettre recommandée avec accusé réception.

Article 7. Bruit : le bénéficiaire prendra toutes les mesures nécessaires pour respecter la réglementation nationale et locale sur le bruit.

Article 8. Responsabilité : le bénéficiaire est responsable de tous dommages causés aux tiers du fait de son activité sur le domaine public.

Le bénéficiaire garantit Nantes Métropole contre tout recours dont la métropole pourrait faire l'objet de la part de victimes d'accident en rapport avec l'occupation.

Article 9. Redevance : l'occupation s'inscrivant dans le cadre d'une mission d'intérêt général aucune redevance d'occupation du domaine public ne sera perçue.

Article 10. Formalités : le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de solliciter toute autre autorisation ou de procéder à toute autre formalité prévue par les lois et règlements en vigueur.

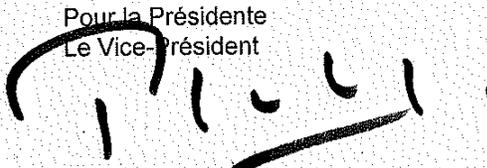
Article 11. Terme : la présente autorisation est personnelle, précaire et ne constitue pas un droit de réservation d'une partie du domaine public. Elle peut être révoquée à tout moment sans préavis ni indemnité si l'intérêt général et en particulier l'intérêt de la circulation l'exige, ou en cas de non respect par le bénéficiaire de ses obligations.

Article 12. Sanctions : toute circulation, tout stationnement ou tout arrêt de véhicule en infraction par rapport aux dispositions du présent arrêté, est verbalisable en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
En outre, en application du code de la voirie routière, l'occupation sans autorisation préalable de tout ou partie du domaine public routier ou de ses dépendances est sanctionnée par une contravention de cinquième classe.

Article 13. Entrée en vigueur : le présent arrêté prend effet au jour de son affichage.

Fait à Nantes, le 11 AVR. 2024

Pour la Présidente
Le Vice-Président



Pascal BOLO